"Bâtir ensemble un système universel de retraite" - discours d'ouverture de Patrick Bernasconi le 12 septembre

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 12/09/2019

Plénière exceptionnelle du CESE le 12 septembre 2019
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames les Ministres,
Monsieur le Haut-Commissaire,

Je vous souhaite la bienvenue pour cette séance plénière exceptionnelle du Conseil économique, social et environnemental.

Votre choix de venir au CESE afin de nous présenter votre projet de refondation du système de retraite des Françaises et des Français est un signe de l'importance que vous portez, à l'instar du Président de la République, à cette 3ème assemblée constitutionnelle, consultative, représentant la société civile organisée.
En effet il était important que tous les représentants de la société civile organisée rassemblés ici vous entendent. Car cette réforme vous l'avez déjà évoquée avec les partenaires sociaux, ceux-ci attendent aujourd'hui, ici, les résultats de ces entretiens je pense. Mais si leur faire part, en ces lieux, de ces propositions était important, il était aussi indispensable que toutes les organisations, associations, vous entendent, car cette réforme, c'est celle de tous les Français.

Ce temps que vous nous consacrez est aussi évocateur de cette méthode qui est celle, désormais, du Gouvernement, le temps d'un dialogue indispensable avec les corps intermédiaires, que pour ma part je préfère nommer : acteurs du quotidien de l'engagement des Français.

En effet ce sont ces acteurs qui chaque jour vivent les réformes, vous alertent sur leur impact, leur efficience ; ces associations, organisations, qui, bien souvent interviennent là ou l'Etat est moins présent.

Samedi dernier, dans de nombreuses communes de France, c'était le temps où les associations se présentaient à leurs concitoyens, proposaient leurs activités, cherchaient à recruter, à trouver en leur sein leurs futurs bénévoles, leurs futurs responsables sans doute.

Ces bénévoles, Monsieur le Premier ministre, sont 20 millions, dont 15 au sein d'une association. 28 % ont moins de 35 ans et 30 % sont engagés dans une cause sociale ou caritative.

Bien que je me méfie des chiffres, ceux-ci expriment une réalité, celle de l'engagement au quotidien des Français, dont vous avez devant vous les représentants et ces représentants seront heureux de vous écouter.

Pour toutes ces raisons, il me parait indispensable de les associer le plus et le mieux possible.

La réforme des retraites va donner lieu à de grandes consultations citoyennes.

Cela est bien.

En effet nous devons nous nourrir de l'expression des Français, et, il est heureux que désormais les pouvoirs publics arrivent enfin à déployer au niveau national des méthodes qui ont tant fait leurs preuves au niveau local.

Cette écoute elle doit se développer, c'est important, c'est urgent, c'est indispensable.

Oui c'est indispensable, mais cette méthode doit être généralisée, sans lasser nos concitoyens, et doit désormais s'inscrire dans un processus constitutionnel.

C'est tout le sens de la réforme constitutionnelle présentée en Conseil des ministres par Madame Belloubet le 28 août dernier, et que nous attendons au CESE avec impatience.

Car, si nous devons traiter de sujets urgents pour notre pays, comme la transition climatique, nous devons désormais donner des assises pérennes à ce type de démarche, afin de les conforter et convaincre nos concitoyens de notre volonté de les associer, en conjuguant ainsi société civile engagée et parole citoyenne.

Notre séance plénière d'hier, Monsieur le Premier ministre, était consacrée à un exercice que nous vous devons : « le Rapport annuel sur l'état de la France ».

Permettez-moi, avant de vous le remettre officiellement, de vous en extraire un chiffre, un seul, en étroite relation avec le sujet qui nous rassemble dans cet hémicycle aujourd'hui : celui du taux d'emploi des seniors de 55 à 64 ans qui passe de 51,3 % en 2017 à 52,1 % en 2018.

S'il s'agit d'une hausse liée aux réformes successives visant à l'allongement progressif de l'âge de départ à la retraite, il n'en demeure pas moins que ce taux est assez bas par rapport à nos voisins européens.

Le CESE a donc formulé plusieurs propositions pour le maintien des seniors en emploi. J'aurai le plaisir de développer ces points à l'occasion de la remise officielle du RAEF 2019.

Pardonnez-moi Monsieur le Premier ministre ces quelques évocations, hors sujet, et pourtant si proches du sujet.

Votre responsabilité est immense, notre responsabilité est immense.

Nos concitoyens ont foi en la parole qui leur a été délivrée sur notre système de retraite. Nous devons leur répondre. Je sais que tel était l'objectif du Haut-Commissaire, Monsieur Jean-Paul Delevoye, que je tiens à saluer, pour son action, pour sa connaissance de notre tissu social, acquise durant sa carrière et singulièrement en tant que Médiateur de la République.

Je sais également l'action, la détermination mais aussi l'écoute de Madame Agnès Buzyn ; ces qualités que nous retrouvons sur nombre de dossiers que nous traitons avec vous Madame la Ministre doivent être saluées.

Madame Sibeth Ndiaye, merci de nos échanges, je sais que vous avez perçu les potentialités du Conseil dans le cadre de la participation citoyenne.

Monsieur le Premier ministre, le CESE, ses conseillers, les organisations qu'ils représentent seront toujours aux cotés des Pouvoirs publics, afin de répondre à cette immense attente qui est celle de l'intérêt général.

Cette seconde vie qu'est la retraite, après une vie de labeur, cette justice que nous devons, y compris, et surtout aux plus humbles, aux plus démunis, c'est à notre intelligence collective qu'elle fait appel, afin d'y répondre du mieux possible.

Monsieur le Premier ministre, vous avez la parole.

©Katrin Baumann

© - copyright CESE - Septembre 2026